



RCS : LONS LE SAUNIER

Code greffe : 3902

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de LONS LE SAUNIER atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2013 B 00458

Numéro SIREN : 798 743 019

Nom ou dénomination : VRM LUNETTERIE

Ce dépôt a été enregistré le 14/03/2015 sous le numéro de dépôt A2015/000576

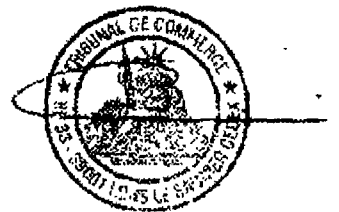
**GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE
LONS LE SAUNIER**



321325

Dénomination : VRM LUNETTERIE
Adresse : 3 rue Des Côtes 39400 Morbier -FRANCE-
n° de gestion : 2013B00458
n° d'identification : 798 743 019
n° de dépôt : A2015/000576
Date du dépôt : 14/03/2015

Pièce : Procès-verbal d'assemblée générale extraordinaire
du 06/03/2015



321325

VRM LUNETTERIE
Société par actions simplifiée
au capital de 333 310 euros
Siège social : 1, Route de l'Ecole
39150 LA CHAUMUSSE

798 743 019 R.C.S. LONS LE SAUNIER

PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE DU 6 MARS 2015
--

Le six mars deux mille quinze à vingt heures, les associés de la Société VRM LUNETTERIE se sont réunis en assemblée générale extraordinaire, au siège social, sur convocation faite par le Président.

Sont présents ou représentés :

• Société AGGEE	titulaire de	25 000 actions
• M. Laurent MOULETTE	titulaire de	2 777 actions
• M. Alexandre RABUT	titulaire de	2 777 actions
• M. Florent RABUT	titulaire de	2 777 actions

Total des actions des associés présents ou représentés : sur les 33 331 actions composant le capital social.	33 331 actions
---	----------------

La société AGGEE, représentée par M. Pierre VERRIER, préside la séance en sa qualité de Présidente.

La société GESCOREC AUDIT, commissaire aux comptes titulaire régulièrement convoquée, est absente et excusée.

La Présidente dépose sur le bureau et met à la disposition des associés :

- la feuille de présence à l'assemblée ;
- le rapport du Président ;
- le texte des projets de résolutions proposées par le Président à l'assemblée.

Puis la Présidente déclare que son rapport, les textes des projets de résolutions proposées et les règlements ont été tenus à la disposition des associés, au siège social, à compter de la convocation de l'assemblée et que la Société a fait droit aux demandes de documents qui lui ont été adressées.

L'assemblée lui donne acte de cette déclaration.

La Présidente rappelle ensuite que l'assemblée est appelée à statuer sur l'ordre du jour suivant :

- Transfert du siège social et modification corrélative de l'article «Siège social» des statuts,
- Pouvoirs en vue des formalités.

La Présidente donne lecture de son rapport et de l'exposé des motifs des projets de résolutions présentés.

Cette lecture terminée, la Présidente ouvre la discussion.

Personne ne demandant la parole, la Présidente met successivement aux voix les résolutions inscrites à l'ordre du jour.

PREMIERE RESOLUTION

L'assemblée générale extraordinaire, après avoir entendu la lecture du rapport du Président, décide de transférer le siège social de LA CHAUMUSSE (39150), 1, Route de l'Ecole à MORBIER (39400), 3, Rue des Côtes, ~~Zone Artisanale Les Chèvres~~, à compter du 1^{er} avril 2015.

En conséquence, l'article «Siège social» des statuts a été modifié comme suit :

« ARTICLE 4 - Siège social

Le siège social est fixé à MORBIER (39400), 3, Rue des Côtes. >>

Le reste de l'article est sans changement.

Cette résolution mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION

L'assemblée générale délègue tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait des présentes à l'effet d'accomplir toutes les formalités légales.

Cette résolution mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

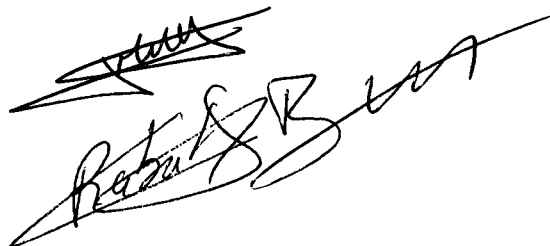
L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, le Président déclare la séance levée.

De tout ce que dessus il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par la Présidente et les associés présents.

**La Présidente,
SARL AGGEE**

A large, stylized handwritten signature in black ink, likely belonging to the President of the company.

Les associés,

Two handwritten signatures in black ink, representing the associates of the company.

GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE
LONS LE SAUNIER



321326

Dénomination : VRM LUNETTERIE
Adresse : 3 rue Des Côtes 39400 Morbier -FRANCE-
n° de gestion : 2013B00458
n° d'identification : 798 743 019
n° de dépôt : A2015/000576
Date du dépôt : 14/03/2015

Pièce : Liste des sièges sociaux antérieurs du 06/03/2015



321326

**LISTE DES SIEGES SOCIAUX ANTERIEURS DE LA SOCIETE VRM LUNETTERIE
(R 123-110 DU CODE DE COMMERCE)**

La soussignée :

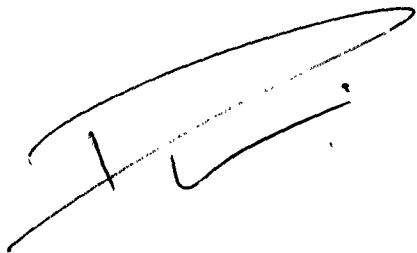
La société AGGEE, société à responsabilité limitée au capital de 1 000 euros dont le siège social est situé 214, Route de la Bâtie Rolland, Montée du Vieux Village, 26740 SAUZET, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de ROMANS sous le numéro 794 948 976, représentée par son gérant, Monsieur Pierre VERRIER,

Agissant en qualité de Présidente de la Société VRM LUNETTERIE, Société par actions simplifiée au capital de 333 310 euros, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés sous le numéro 798 743 019 R.C.S. LONS LE SAUNIER,

Déclare, conformément aux dispositions de l'article R 123-110 du Code de commerce :

Que la Société VRM LUNETTERIE n'avait jusqu'à ce jour opéré aucun transfert de siège social, celui-ci étant, depuis sa constitution, fixé à LA CHAUMUSSE (39150), 1, Route de l'Ecole.

Fait à LA CHAUMUSSE,
Le 6 mars 2015,

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, sweeping loop followed by a vertical stroke and a horizontal stroke.

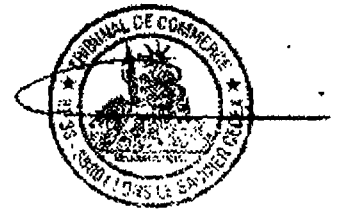
GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE
LONS LE SAUNIER



321327

Dénomination : VRM LUNETTERIE
Adresse : 3 rue Des Côtes 39400 Morbier -FRANCE-
n° de gestion : 2013B00458
n° d'identification : 798 743 019
n° de dépôt : A2015/000576
Date du dépôt : 14/03/2015

Pièce : Statuts mis à jour du 06/03/2015



321327

VRM LUNETTERIE

Société par actions simplifiée
Au capital de 333 310 euros
Siège social : 3, Rue des Côtes
39400 MORBIER

Statuts mis à jour suite à l'assemblée générale extraordinaire du 6 mars 2015

VRM LUNETTERIE

Société par actions simplifiée
Au capital de 333 310 euros
Siège social : 3, Rue des Côtes – 39400 MORBIER
798 743 019 R.C.S. LONS LE SAUNIER



SOMMAIRE

TITRE I - FORME - OBJET - DENOMINATION - SIEGE - DUREE DE LA SOCIETE

- Article 1 - FORME
- Article 2 - OBJET
- Article 3 - DENOMINATION SOCIALE
- Article 4 - SIEGE SOCIAL
- Article 5 - DUREE
- Article 6 - EXERCICE SOCIAL

TITRE II - APPORTS - CAPITAL SOCIAL - ACTIONS

- Article 7 - APPORTS
- Article 8 - CAPITAL SOCIAL
- Article 9 - COMPTES COURANTS D'ASSOCIES
- Article 10 - AUGMENTATION ET REDUCTION DU CAPITAL - DROIT PREFERENTIEL DE SOUSCRIPTION
- Article 11 - LIBERATION DES ACTIONS
- Article 12 - FORME DES ACTIONS
- Article 13 - CESSION DES ACTIONS
- Article 14 - CLAUSE D'AGREMENT ET DE PREEMPTION EN CAS DE PLURALITE D'ASSOCIES
- Article 15 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

TITRE III - REPRESENTATION - ADMINISTRATION - CONTROLE DE LA SOCIETE

Article 16 - PRESIDENT

Article 17 - DIRECTEUR(S) GENERAL(AUX) –DELEGATION DE POUVOIRS

Article 18 - REMUNERATION DU PRESIDENT ET DU (DES) DIRECTEUR(S) GENERAL(AUX)

Article 19 - RESPONSABILITE DES DIRIGEANTS

Article 20 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET SES DIRIGEANTS

Article 21 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

TITRE IV - DECISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIES

Article 22 - DECISIONS RELEVANT DE LA SEULE COMPETENCE DE L'ASSOCIE UNIQUE OU DES ASSOCIES

Article 23 - MODES DE DECISION DE L'ASSOCIE UNIQUE OU DES ASSOCIES - QUORUM - MAJORITES

Article 24 - PROCES-VERBAUX ET FEUILLES DE PRESENCE

TITRE V - COMPTES ANNUELS - AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

Article 25 - INVENTAIRE - COMPTES ANNUELS

Article 26 - FIXATION, AFFECTATION ET REPARTITION DU RESULTAT

Article 27 - MISE EN PAIEMENT DES DIVIDENDES

TITRE VI - PERTE DE LA MOITIE DU CAPITAL - DISSOLUTION - LIQUIDATION - CONTESTATIONS

Article 28 - PERTE DE LA MOITIE DU CAPITAL

Article 29 - DISSOLUTION - LIQUIDATION

Article 30 - CONTESTATIONS

TITRE I

FORME - OBJET - DENOMINATION - SIEGE - DUREE DE LA SOCIETE

ARTICLE 1 - FORME

La Société est constituée sous la forme de société par actions simplifiée.

Elle est régie par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur et à venir applicables aux sociétés par actions simplifiées, par les présents statuts ainsi que par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur et à venir applicables aux sociétés anonymes dans la mesure où elles sont compatibles avec les règles particulières des sociétés par actions simplifiées et sous réserve de celles qui sont expressément exclues par la loi.

Elle peut comporter, à toute époque, un associé unique propriétaire de la totalité des actions ou plusieurs associés, par suite notamment de cession ou de transmission totale ou partielle desdites actions ou de création d'actions nouvelles souscrites par son nouvel associé, puis redevenir une société unipersonnelle par réunion de toutes les actions en une seule main.

Il est précisé en tant que de besoin que, sauf stipulation contraire, chaque fois qu'il sera question ci-après d'une décision des associés, sera aussi bien visée une décision de l'ensemble des associés que de l'associé unique selon le cas.

ARTICLE 2 – OBJET

La société a pour objet, en France et à l'étranger :

La réalisation de toutes opérations financières et d'investissement, opérations de trésorerie et de gestion, l'acquisition et la souscription de toutes valeurs mobilières et de droits mobiliers, toutes opérations de bourse pour son compte ou celui de ses filiales ;

Le conseil et l'assistance aux entreprises et organismes divers en matière de planification, d'organisation, de gestion et de management, d'acquisition de valeurs mobilières, communication et de relations publiques ;

L'arbitrage et la conciliation entre les différentes sociétés du groupe ou envers les salariés des sociétés dudit groupe ;

Les activités de direction et de représentation liées à la détention de capital social ;

Toutes prestations de services nécessaires au fonctionnement de la Société ou de l'une de ses filiales ;

La prise de participation dans toutes sociétés et entreprises commerciales, industrielles, financières, mobilières et immobilières pour son compte ou celui de ses filiales ;

La gestion de son patrimoine mobilier et immobilier par tous moyens ou de celui de ses filiales ;

L'acquisition de tous droits et biens immobiliers pour son compte ou celui de ses filiales ;

La gestion de son patrimoine mobilier et immobilier par tous moyens ou de celui de ses filiales ;

Et, d'une façon générale, toutes opérations financières, commerciales, industrielles, mobilières et immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tous autres similaires ou connexes ou susceptibles d'en faciliter l'application et le développement pour son compte ou celui de ses filiales.

ARTICLE 3 - DENOMINATION SOCIALE

La dénomination sociale est : **VRM LUNETTERIE**

Dans tous les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, la dénomination sera suivie immédiatement des mots écrits lisiblement "société par actions simplifiée" ou des initiales "SAS", et de l'énonciation du montant du capital social, ainsi que du lieu et du numéro d'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés.

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est situé à MORBIER (39400), 3, Rue des Côtes.

Il pourra être transféré partout ailleurs en France en vertu d'une décision du Président.

ARTICLE 5 - DUREE

La durée de la société reste fixée à 99 ans, à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

ARTICLE 6 – EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le 1^{er} avril et se termine le 31 mars de chaque année.

TITRE II

APPORTS - CAPITAL SOCIAL – ACTIONS

ARTICLE 7 - APPORTS - CAPITAL SOCIAL

7.1 – Lors de la constitution, la société AGGEE a apporté à la Société la somme de 250 000 € (deux cent cinquante mille) euros, ladite somme correspondant à la souscription et à la libération de la totalité des 25 000 actions en numéraires de 10 euros chacune, ainsi que l'atteste le Certificat du dépositaire établi par la banque CREDIT AGRICOLE, agence sise à LONS-LE-SAUNIER (39). Cette somme de 250 000 euros a été déposée le 21 novembre 2013 à ladite banque pour le compte de la Société en formation.

7.2 – Aux termes des décisions de l'associé unique en date du 7 mars 2014, le capital social a été augmenté d'une somme de 83 310 euros, en numéraire, pour être porté de 250 000 euros à 333 310 euros par la création de 8 331 actions nouvelles de 10 euros valeur nominale chacune.

ARTICLE 8 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de **trois cent trente-trois mille trois cent dix euros (333 310 €)**.

Il est divisé en **trrente-trois mille trois cent trente et une (33 331) actions de dix (10) euros** valeur nominale chacune, toutes ordinaires, intégralement souscrites et libérées. »

ARTICLE 9 - COMPTES COURANTS D'ASSOCIES

Les conditions et modalités de ces avances, et notamment leur rémunération et les conditions de retrait sont déterminées d'un commun accord entre l'associé intéressé et le Président

ARTICLE 10 - AUGMENTATION ET REDUCTION DU CAPITAL - DROIT PREFERENTIEL DE SOUSCRIPTION

I - Le capital social peut être augmenté soit par émission d'actions nouvelles, soit par majoration du montant nominal des actions existantes.

Les actions nouvelles sont libérées soit en numéraire, soit par apport en nature, soit par compensation avec des créances liquides et exigibles, soit par incorporation au capital de bénéfices, réserves ou primes d'émission, soit par conversion d'obligations.

Le capital ne peut être augmenté que par décision de l'associé unique ou par décision collective des associés statuant sur le rapport du Président, prise aux conditions de quorum et de majorité fixées à l'article 23 des présents statuts.

Les actions nouvelles sont émises, soit à leur montant nominal, soit à ce montant majoré d'une prime d'émission.

L'associé unique ou les associés fixent, par décision collective, le mode et les conditions de libération des actions nouvelles et peuvent déléguer au Président les pouvoirs utiles à la réalisation de l'opération.

Toutefois, l'associé unique ou les associés peuvent, par décision collective, déléguer au Président les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser une augmentation du capital en une ou plusieurs fois, d'en fixer les modalités, d'en constater la réalisation et de procéder à la modification corrélative des statuts.

En cas de pluralité d'associés, ces derniers ont, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des actions nouvelles émises pour réaliser une augmentation de capital. Ce droit est négociable pendant toute la durée de la souscription.

En cas de pluralité d'associés, ces derniers peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel.

Si les associés l'ont, par une décision collective, décidé expressément, les actions non souscrites à titre irréductible sont attribuées aux associés qui auront souscrit à titre réductible un nombre d'actions supérieur à celui qu'ils pouvaient souscrire à titre préférentiel proportionnellement aux droits de souscription dont ils disposent et, en tout état de cause, dans la limite de leur demande.

Si les souscriptions, à titre irréductible ou réductible, n'ont pas absorbé la totalité de l'augmentation du capital, le Président peut utiliser les facultés prévues ci-dessous ou certaines d'entre elles seulement, dans l'ordre qu'il détermine :

- (a) limiter l'augmentation de capital au montant des souscriptions sous la double condition que celui-ci atteigne les trois quarts au moins de l'augmentation décidée et que cette faculté ait été expressément prévue par décision collective des associés lors de l'émission ;
- (b) répartir le solde des actions entre les personnes (associés ou tiers) de son choix, si les associés l'ont décidé expressément par une décision collective.

Si après l'exercice de ces facultés, les souscriptions n'ont pas absorbé la totalité de l'augmentation de capital, ou les trois quarts de cette augmentation au cas prévu au (a) ci-dessus, l'augmentation de capital n'est pas réalisée.

Toutefois, dans la mesure où elles représentent moins de 3 % de l'augmentation de capital, le Président peut limiter d'office l'augmentation de capital au montant des souscriptions.

En cas de pluralité d'associés, ces derniers peuvent, par décision collective, supprimer, le droit préférentiel de souscription sur la totalité ou une ou plusieurs tranches de l'augmentation de capital et statuent à cet effet sur les rapports du Président et du ou des Commissaires aux comptes.

La suppression du droit préférentiel de souscription ne peut se faire qu'au profit d'une ou plusieurs personnes dénommées qui ne peuvent prendre part au vote.

L'associé unique peut également décider de réserver la souscription en tout ou partie à un nouvel associé.

Si l'augmentation de capital fait apparaître des rompus, les associés qui disposeraient d'un nombre suffisant de droits de souscription ou d'attribution devront faire leur affaire personnelle de toute acquisition ou cession de droits nécessaires pour obtenir la délivrance d'un nombre entier d'actions nouvelles.

II - Le capital social peut être réduit, soit par rachat d'actions aux fins d'annulation, soit par réduction de leur nombre ou de leur valeur nominale, soit par échange de titres, soit par remboursement partiel, soit de toute autre manière. L'associé unique ou les associés statuant dans les conditions de quorum et de majorité fixées à l'article 23 des présents statuts sont seuls compétents pour décider une réduction de capital.

III - En cas de démembrement de la propriété des actions, les dispositions suivantes sont applicables dans le silence de la convention des parties.

Le droit préférentiel de souscription, ainsi que le droit d'attribution d'actions gratuites, appartiennent au nu-proprétaire. Si celui-ci vend ses droits, les sommes provenant de la cession, ou les biens acquis par lui au moyen de ces sommes, sont soumis à usufruit.

Le nu-proprétaire est réputé avoir négligé d'exercer le droit préférentiel de souscription lorsqu'il n'a ni souscrit d'actions nouvelles, ni vendu les droits de souscription huit jours avant l'expiration du délai d'exercice de ce droit.

Il est de même réputé avoir négligé d'exercer le droit d'attribution lorsqu'il n'a pas demandé cette attribution, ni vendu les droits trois mois après le début des opérations d'attribution.

L'usufruitier, dans les deux cas, peut alors se substituer à lui pour exercer soit le droit de souscription, soit le droit d'attribution ou pour vendre les droits. Dans ce dernier cas, le nu-proprétaire peut exiger le emploi des sommes provenant de la cession. Les biens ainsi acquis sont soumis à usufruit.

Les actions nouvelles appartiennent au nu-proprétaire pour la nue-propriété et à l'usufruitier pour l'usufruit. Toutefois, en cas de versement de fonds effectué par le nu-proprétaire ou l'usufruitier pour réaliser ou parfaire une souscription ou une attribution, les actions nouvelles n'appartiennent au nu-proprétaire et à l'usufruitier qu'à concurrence de la valeur des droits de souscription ou d'attribution ; le surplus des actions nouvelles appartient en pleine propriété à celui qui a versé les fonds.

ARTICLE 11 - LIBERATION DES ACTIONS

Les actions souscrites en numéraire peuvent n'être libérées que du quart de leur valeur nominale lors d'une souscription à une augmentation de capital. En revanche, toute prime d'émission doit être payée en totalité à la souscription.

Les sommes restant à verser sur les actions à libérer en espèces sont appelées par le Président. Les souscripteurs et associés pourront toutefois, s'ils le désirent, effectuer le versement total ou partiel desdites sommes par anticipation.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance des souscripteurs et associés par tous moyens, quinze jours au moins avant la date fixée pour chaque versement.

L'associé qui n'effectue pas, à leur échéance, les versements exigibles sur les actions dont il est titulaire, est de plein droit redevable à la société d'un intérêt de retard au taux légal.

ARTICLE 12 - FORME DES ACTIONS

Les actions sont obligatoirement nominatives.

Les actions émises par la société sont inscrites en comptes individuels dans les conditions et selon les modalités prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

ARTICLE 13 - CESSIION DES ACTIONS

Les titres inscrits en compte se transmettent par virement de compte à compte.

En cas d'augmentation de capital, les actions sont négociables à compter de la réalisation de celle-ci.

La souscription ou l'achat par la société de ses propres actions est interdit sauf cas de réduction de capital non motivée par des pertes suivi de l'annulation des titres.

ARTICLE 14 - CLAUSE D'AGREMENT ET DE PREEMPTION EN CAS DE PLURALITE D'ASSOCIES

14.1 –Clause d'agrément

La cession d'actions à un tiers ou et/ou au profit d'un associé, est soumise à l'agrément de la majorité des voix des associés disposant du droit de vote dans les conditions précisées ci-après :

- la demande d'agrément indiquant les noms, prénoms, adresse du cessionnaire, le nombre des actions et le prix offert doit être notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception à la société,
- l'agrément résulte soit d'une notification faite par lettre recommandée avec accusé de réception, soit du défaut de réponse de la société dans le délai de trois mois à compter de la date de réception de la demande d'agrément ci-dessus,
- dans l'hypothèse d'un refus d'agrément du cessionnaire, la collectivité des associés est tenue, dans le délai de trois (3) mois à compter de la notification du refus, de faire acquérir les actions, soit par un associé ou un tiers, soit par la société avec le consentement du cédant, en vue d'une réduction de capital,
- si à l'expiration du délai de trois (3) mois ci-dessus, l'achat n'est pas réalisé, l'agrément est considéré comme donné. Toutefois, ce délai peut être prolongé par décision de justice à la demande de la société.

14.2 –Clause de préemption

14.2.1. Préemption

1 Stipulations générales

a) Les stipulations ci-après ont pour objet de définir les conditions de mutation des valeurs mobilières de la Société détenues ou qui seront détenues par les associés.

b) Sont visées aux présentes, les valeurs mobilières détenues à ce jour par les associés mais également les valeurs mobilières qu'ils viendraient à acquérir par tout moyen, notamment par souscription, attribution gratuite ou autrement. Sont également visés les droits de souscription ou d'attribution attachés à toutes les valeurs mobilières et actions de la Société et toutes les valeurs mobilières donnant droit à la souscription ou à l'attribution d'actions de la Société.

c) Le terme « **mutation** » s'entend de toute opération à titre gratuit ou onéreux entraînant un transfert en pleine propriété, nue-propriété ou usufruit.

2 Domaine d'application du droit de préemption

Ne sont pas soumises au droit de préférence les cessions au profit d'un ascendant, d'un descendant ou du conjoint de l'un des associés à la condition que le cessionnaire déclare expressément par écrit adhérer au pacte liant tous les associés de la société, ainsi que toutes mutations au profit de ces mêmes personnes à la suite d'un partage de succession ou d'une liquidation de communauté de biens entre époux.

Toutes autres mutations, soit à titre onéreux, soit à titre gratuit, alors même que la mutation ne porterait que sur la nue-propriété ou l'usufruit, ne peuvent intervenir qu'après l'exercice par les autres associés de leur droit de préférence dans les conditions ci-après précisées au numéro 3.

3 Conditions d'exercice du droit de préemption

a) Lorsque la mutation des valeurs mobilières n'est pas libre, l'associé concerné notifie la mutation projetée à chacun des autres associés par lettre recommandée avec demande d'avis de réception en indiquant l'identité, l'adresse, la nationalité du ou des bénéficiaires de la mutation projetée, le nombre d'actions dont la mutation est envisagée ainsi que le prix offert s'il s'agit d'une cession ou la valeur retenue s'il s'agit d'une mutation à titre gratuit ou d'un apport.

b) Chacun des autres associés dispose d'un délai de 30 jours à compter de la réception de la notification visée au numéro 3.a ci-dessus pour se porter acquéreur de tout ou partie des valeurs mobilières, la réponse devant être adressée à l'associé cédant, apporteur ou donateur, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception au plus tard le 30^{ème} jour suivant la réception de la notification (le cachet de la poste faisant foi).

Une copie de cette réponse doit être adressée dans les mêmes formes et délais aux autres associés, en cas de pluralité de demandes d'exercices du droit de préemption.

Le prix des valeurs mobilières préemptées sera obligatoirement, selon la nature de la mutation notifiée, soit le prix de cession, soit la valeur indiquée pour une mutation à titre gratuit ou un apport.

c) A défaut d'avoir répondu dans le délai susvisé, tout associé sera réputé avoir renoncé à l'exercice de son droit de préférence, à raison de la notification qui lui aura été notifiée.

d) En cas de pluralité des demandes de préemption portant chacune sur la totalité des valeurs mobilières dont la mutation est envisagée, il sera procédé à une répartition des valeurs mobilières entre les demandeurs, proportionnellement au nombre de valeurs mobilières dont chacun d'eux est déjà propriétaire.

e) En cas de demande unique de préemption, ou en cas de pluralité de demandes de préemption ne portant pas chacune sur la totalité des valeurs mobilières dont la mutation est envisagée, les valeurs mobilières préemptées pourront être, soit acquises par le demandeur unique, soit réparties entre les autres demandeurs de la même manière qu'en cas de souscription à titre irréductible et à titre réductible lors d'une augmentation de capital, et, tout état de cause, dans la limite de leur demande.

f) La répartition visée aux 3.d et 3.e sera faite amiablement par le Président.

g) Lorsque le droit de préférence exercé par un ou plusieurs associés porte sur une partie seulement des valeurs mobilières dont la mutation est envisagée, la mutation des valeurs mobilières non préemptées devra s'effectuer dans l'ordre de préférence suivant :

- au profit d'un ou plusieurs cessionnaires choisis, avec l'accord exprès écrit de la majorité en nombre des associés ;
- à défaut du choix ou de l'accord d'un ou plusieurs cessionnaires, au profit du bénéficiaire de la mutation initialement prévue, sous réserve de son accord.

h) En cas de préemption totale ou partielle, si la cession de la totalité des valeurs mobilières dont la mutation était envisagée n'a pu être régularisée, dans un délai de 3 mois à compter de la notification à l'associé cédant de la dernière décision de préemption, soit par la faute d'un ou plusieurs des associés ayant exercé leurs droits de préemption, soit en l'absence de cessionnaire "(s)" choisi "(s)" ainsi qu'il est dit au 3.g ci-dessus, soit en cas de refus du bénéficiaire de la mutation initialement prévue d'acquérir les actions non préemptées, la mutation de la totalité des valeurs mobilières initialement prévue pourra être réalisée par l'apporteur cédant, apporteur ou donateur.

i) Toutefois, l'associé cédant, apporteur ou donateur, conserve la faculté de limiter la mutation initialement prévue au nombre d'actions préemptées et au profit des associés ayant exercé le droit de préemption.

14.2.2. Clause de préemption prévoyant un droit de préemption réciproque

1 - A l'exception des transmissions de valeurs mobilières par voie de succession en ligne directe, de liquidation de communauté des biens entre époux ou de cession, soit à un conjoint, soit à un descendant ou à un ascendant, les associés bénéficieront d'un droit de préemption réciproque dans les conditions précisées ci-après.

Pour le cas où un associé envisagerait de céder tout ou partie de ses valeurs mobilières en dehors des cas ci-dessus, il s'engage à informer les autres associés par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, 3 mois au moins avant la date prévue pour la réalisation de la cession en précisant les nom, prénoms, profession et domicile du cessionnaire personne physique ou la dénomination, la forme et le siège social du cessionnaire personne morale, le nombre d'actions dont la cession est envisagée et le prix offert.

2 - L'associé exerçant son droit de préemption aura un délai de 2 mois pour se porter acquéreur de tout ou partie des valeurs mobilières offertes à la vente. A cet effet, il devra notifier sa décision à l'associé cédant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

3 - Le prix des valeurs mobilières préemptées sera celui notifié par l'associé cédant aux autres associés dans la notification du projet de cession.

4 - A défaut d'exercice du droit de préemption, la cession projetée peut être réalisée, mais uniquement aux conditions et prix indiqués dans la notification du projet de cession.

ARTICLE 15 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

I. Droits et obligations générales

L'associé unique ou les associés ne sont responsables que jusqu'à concurrence du montant nominal des actions qu'ils possèdent.

La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts de la société et aux décisions collectives des associés ou le cas échéant aux décisions de l'associé unique.

Les héritiers, créanciers, ayants droit ou autres représentants d'un associé ne peuvent requérir l'apposition des scellés sur les biens et valeurs de la société, ni en demander le partage ou la licitation, ni s'immiscer dans les actes de son administration ; ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en reporter aux inventaires sociaux et aux décisions de l'associé unique ou aux décisions collectives des associés.

Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, en cas d'échange, de regroupement ou d'attribution de titres, ou en conséquence d'augmentation ou de réduction de capital, de fusion ou autre opération sociale, les propriétaires de titres isolés, ou en

nombre inférieur à celui requis, ne peuvent exercer ces droits qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du groupement, et éventuellement de l'achat ou de la vente de titres nécessaires.

II. Droits de vote et de participation aux assemblées

Chaque action donne droit au vote et à la représentation lors des décisions collectives dans les mêmes conditions que celles prévues par le Code de commerce concernant les sociétés anonymes.

Les copropriétaires d'actions indivises sont représentés aux assemblées générales par l'un d'eux ou par un mandataire unique. En cas de désaccord, le mandataire est désigné en justice à la demande du copropriétaire le plus diligent.

Le droit de vote attaché à l'action appartient au nu-propriétaire, tant dans les assemblées générales ordinaires qu'extraordinaires, sauf en ce qui concerne les décisions concernant l'affectation des résultats pour lesquelles le droit de vote est réservé à l'usufruitier.

III. Droits dans les bénéfices

Chaque action donne droit dans les bénéfices à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

IV. Droits dans l'actif social en cas de dissolution ou liquidation

Chaque action donne droit dans l'actif social à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

TITRE III

REPRESENTATION - ADMINISTRATION - CONTROLE DE LA SOCIETE

ARTICLE 16 - PRESIDENT

I. Nomination - Révocation

La société est représentée et administrée par un Président qui a la qualité de dirigeant. Il est nommé par décision de l'associé unique ou par décision des associés prise aux conditions de quorum et de majorité prévues à l'article 23 des présents statuts, et est rééligible.

Le Président peut être une personne physique ou une personne morale, associée ou non.

Lorsque le Président est une personne morale, celle-ci agit au sein de la société exclusivement par le représentant permanent personne physique qu'elle doit désigner dans le mois de sa nomination, en faisant connaître ce choix à la société dans le même délai. Ce représentant permanent, personne physique, est ou non un des propres mandataires sociaux ou un des salariés de la personne morale Président. La personne morale Président peut, dans les mêmes formes, faire cesser les fonctions de son représentant permanent à tout moment et sans qu'il soit besoin d'aucun motif. Cette décision prend effet à la date précisée dans la lettre de notification.

L'associé unique ou les associés peuvent, à tout moment, révoquer le Président avec juste motif par décision prise à la majorité de deux tiers (2/3) des voix exprimées ou représentées par les associés.

Toute révocation ouvrira droit à une indemnisation du Président.

Seul sera considéré comme juste motif, le manquement délibéré à une obligation légale ou statutaire, à la tenue d'une assemblée annuelle d'approbation des comptes ou le non-respect du droit d'information des associés lorsque ce manquement a des conséquences dommageables pour la société.

II. Pouvoirs

Le Président assume, sous sa responsabilité, la direction générale de la société. Il la représente dans ses rapports avec les tiers. Le Président est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la société dans la limite de l'objet social et sous réserve des pouvoirs que la loi ou les présents statuts attribuent expressément à l'associé unique ou aux associés par décision collective.

La société est engagée même par les actes du Président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que les actes dépassaient cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer, compte tenu des circonstances étant exclu que la seule publication des présents statuts suffise à constituer cette preuve.

Le Président préside la séance des délibérations d'associés. En cas d'absence ou d'empêchement du Président lors d'une séance ou décision, l'associé unique ou les associés présents ou votant lors de la délibération désigne(nt) celui des membres présents qui remplira les fonctions de Président de ladite délibération.

Les actes concernant la société et tous engagements pris en son nom vis-à-vis des tiers doivent porter la signature du Président ou d'un mandataire spécial, agissant dans la limite des pouvoirs qui lui ont été conférés.

Le Président est l'organe social auprès duquel les délégués du Comité d'entreprise exercent les droits définis par l'article L.432.6 du Code du travail.

III. Durée des fonctions

Sauf précision lors de sa nomination, les fonctions du Président sont sans limitation de durée.

ARTICLE 17 - DIRECTEUR(S) GENERAL(AUX) –DELEGATION DE POUVOIRS

Le Président peut donner mandat à une personne morale ou à une personne physique de l'assister en qualité de Directeur Général.

Lorsque le Directeur Général est une personne morale, celle-ci doit obligatoirement désigner un représentant permanent personne physique.

Le Directeur Général, personne physique, peut bénéficier d'un Contrat de travail au sein de la Société.

La durée des fonctions du Directeur Général est fixée dans la décision de nomination sans que cette durée puisse excéder celle des fonctions du Président.

Toutefois, en cas de cessation des fonctions du Président, le Directeur Général reste en fonction, sauf décision contraire des associés, jusqu'à la nomination du nouveau Président.

Le Directeur Général peut être révoqué à tout moment et sans qu'un juste motif soit nécessaire, par décision du Président. La révocation des fonctions de Directeur Général n'ouvre droit à aucune indemnité.

En outre, le Directeur Général est révoqué de plein droit dans les cas suivants :

- dissolution, mise en redressement, liquidation judiciaire ou interdiction de gestion du Directeur Général personne morale ;
- interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler une entreprise ou une personne morale, incapacité ou faillite personnelle du Directeur Général personne physique.

La rémunération du Directeur Général est fixée dans la décision de nomination, sauf pour la rémunération qui résulte de son Contrat de travail.

La fixation et la modification de la rémunération du Directeur Général constitue une convention réglementée.

Sauf limitation fixée par la décision de nomination ou par une décision ultérieure, le Directeur Général dispose des mêmes pouvoirs de direction que le Président.

Le Directeur Général dispose du pouvoir de représenter la société à l'égard des tiers.

Il est précisé que la Société est engagée même par les actes du Directeur Général qui ne relèvent pas de l'objet social, sauf si elle apporte la preuve que le tiers avait connaissance du dépassement de l'objet social ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne pouvant suffire à constituer cette preuve.

ARTICLE 18 - REMUNERATION DU PRESIDENT ET DU (DES) DIRECTEUR(S) GENERAL(AUX)

La rémunération du Président et du (des) Directeur(s) Général(aux) est fixée par décision de l'associé unique ou par décision collective des associés prise aux conditions de quorum et de majorité fixées à l'article 23 des présents statuts.

ARTICLE 19 - RESPONSABILITE DES DIRIGEANTS

Le Président et/ou le(s) Directeur(s) Général(aux) de la société sont responsables envers celle-ci et envers les tiers des infractions aux dispositions légales régissant les sociétés par actions simplifiées,

des violations des présents statuts, des fautes commises dans leur gestion, dans les conditions et sous peine des sanctions prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

ARTICLE 20 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET SES DIRIGEANTS

Toute convention intervenant, directement ou par personne interposée entre la Société et son Président, l'un de ses dirigeants, l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % ou, s'il s'agit d'une société associée, la Société la contrôlant au sens de l'article L 233-3 du Code de commerce doit être portée à la connaissance du Président.

Le Président présente aux associés un rapport sur la conclusion et l'exécution des conventions conclues au cours de l'exercice écoulé.

Les associés statuent sur ce rapport lors de la décision collective statuant sur les comptes de cet exercice.

ARTICLE 21 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

La société est tenue de désigner un commissaire aux comptes lorsqu'à la clôture d'un exercice social, deux critères au moins dépassent les chiffres fixés par décret en ce qui concerne le total du bilan, le montant hors taxes du chiffre d'affaires ou le nombre moyen des salariés au cours de l'exercice, ou lorsqu'elles contrôlent une ou plusieurs sociétés, ou sont contrôlées par une ou plusieurs sociétés, au sens de l'article L 233-16 du Code de Commerce.

Même si ces seuils ne sont pas atteints, l'associé unique, ou la collectivité des associés, pourra toujours, au cours de la Société, dans les conditions de quorum et de majorité visées à l'article 23 des présents statuts, procéder à la nomination d'un ou plusieurs commissaires aux comptes. Dans la même hypothèse, cette nomination pourra également être demandée en justice par un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital social.

Les Commissaires aux comptes ont pour mission permanente, à l'exclusion de toute immixtion dans la gestion, de vérifier les livres et les valeurs de la société et de contrôler la régularité et la sincérité des comptes sociaux.

Un ou plusieurs Commissaires aux comptes suppléants sont nommés, qui sont appelés à remplacer le ou les Commissaires aux comptes titulaires en cas d'empêchement, de démission ou de décès.

En cas de pluralité d'associés, et conformément à l'article L 227-10 du Code de commerce, le Commissaire aux comptes leur présente un rapport sur les conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la société et son Président, l'un de ses dirigeants, l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % ou s'il s'agit d'une société associée, la société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 du code de commerce.

Les associés statuent sur ce rapport.

Lorsque la société ne comprend qu'un seul associé, il est fait mention au registre des décisions des conventions intervenues directement ou par personnes interposées entre la société et son Président ou ses Directeurs Généraux

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et éventuellement pour le Président et le(s) Directeur(s) Général(aux) d'en supporter les conséquences dommageables pour la société.

Les conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales sont communiquées au commissaire aux comptes. Tout associé a le droit d'en obtenir communication (article 227-11 du Code de commerce).

Les interdictions prévues à l'article L. 225-43 du code de commerce sur renvoi de l'article L.227-17 du code de commerce s'appliquent, dans les conditions déterminées par cet article, au Président et aux autres dirigeants de la société.

TITRE IV

DECISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIES

ARTICLE 22 - DECISIONS RELEVANT DE LA SEULE COMPETENCE DE L'ASSOCIE UNIQUE OU DES ASSOCIES

Les opérations suivantes relèvent de la seule compétence de l'associé unique ou des associés :

- augmentation, amortissement ou réduction du capital ;
- fusion, scission, apport partiel d'actif ;
- dissolution, continuation de l'activité de la société malgré la perte de plus de la moitié du capital social ;
- transformation en une société d'une autre forme (article 227-9 du Code de Commerce) ;
- nomination du Président et des Commissaires aux comptes ;
- approbation des comptes annuels et affectation des résultats ;
- modification ou adoption des clauses statutaires relatives à (i) l'inaliénabilité des actions, (ii) l'agrément préalable d'un cessionnaire d'actions ;
- acquisition, cession ou cessation d'activité ;
- constitution de société, acquisition ou cession d'une participation majoritaire en capital dans une société commerciale ou une activité ainsi que la participation ou groupement d'entreprise ;
- et généralement, toutes modifications des statuts sauf disposition contraire.

Les décisions intervenant conformément à la loi et aux statuts obligent tous les associés, même absents, dissidents ou incapables.

Une décision des associés ou de l'associé unique, relative aux comptes sociaux, doit être provoquée au moins une fois par an, dans les six mois de la clôture de l'exercice, sous réserve de prorogation de ce délai par décision de justice.

ARTICLE 23 - MODES DE DECISION DE L'ASSOCIE UNIQUE OU DES ASSOCIES - QUORUM - MAJORITES

1 - Lorsque la société ne comporte qu'un associé unique, celui-ci pris en la personne de son représentant, exerce les pouvoirs dévolus par la loi aux associés. Il doit prendre personnellement ces décisions. Il ne peut pas déléguer ses pouvoirs à un tiers. Sa volonté s'exprime par des décisions, lesquelles sont constatées par des procès-verbaux établis chronologiquement sur un registre, coté et paraphé dans les mêmes conditions que les procès-verbaux des décisions des associés et signés par lui.

2 - En cas de pluralité d'associés :

I. Décisions requérant l'unanimité des associés.

Les décisions emportant adoption ou modification des clauses statutaires, prévoyant :

- l'inaliénabilité des actions,

ne peuvent être valablement prises qu'à l'unanimité des associés.

Il en est de même des décisions portant transformation en une société d'une autre forme qu'une société par actions et toutes décisions ayant pour effet d'augmenter les engagements d'un associé ou plusieurs associés.

II. Décisions requérant une majorité particulière.

Les décisions suivantes sont adoptées à la majorité des voix des associés représentant au moins 76% du capital et disposant du droit de vote :

- scission, fusion avec une autre Société non-membre du groupe ; apport à toute autre Société non-membre du groupe ;
- transformation, dissolution, liquidation amiable de la Société ;
- acquisition d'une nouvelle activité ou fonds de commerce ou cession d'un fonds de commerce appartenant à la Société ;
- prêts ou emprunts exceptionnels d'un montant supérieur à 100 000 euros, sortant du cadre normal et usuel de l'activité, sauf au profit de filiales ou sociétés apparentées ;
- prise, augmentation, apport ou cession de toute participation en capital, immédiatement ou différée, en actions, obligations convertibles ou échangeables, bons de souscription, ou autrement, dans toute Société ou entité.

III. Autres décisions - Quorum – Majorités

Sauf stipulations spécifiques contraires et expresses des présents statuts, les décisions collectives des associés sont adoptées à la majorité des voix des associés disposant du droit de vote, présents ou représentés.

Sous la même réserve, le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent. Chaque action donne droit à une voix au moins.

IV. Modalités des décisions

Les décisions collectives sont prises, à l'initiative du Président, soit en assemblée réunie au siège social ou en tout autre lieu indiqué sur la convocation, soit par consultation écrite.

Lorsque la société ne comporte qu'un associé unique, personne physique, qui assume également les fonctions de Président, celui-ci pourra approuver les comptes annuels selon la procédure simplifiée visée par l'article L 227-9 du Code de Commerce.

(a) Assemblées

Les associés se réunissent sur la convocation de leur Président au siège social ou en tout autre endroit indiqué dans la convocation, en France ou à l'étranger.

La convocation est faite par tout moyen au moins quinze jours à l'avance, la date à prendre en compte étant la date d'expédition de la convocation. Elle doit, à peine de nullité de la délibération, comporter la date et le lieu de réunion, l'ordre du jour et le projet du texte des résolutions.

La réunion peut se tenir au moyen de tout procédé de communication approprié, auquel cas il en fait mention au procès-verbal de l'Assemblée.

L'Assemblée peut se réunir sans délai si tous les associés sont présents ou représentés.

Les associés peuvent se faire représenter aux assemblées par un autre associé. Chaque associé peut disposer d'un nombre illimité de mandats. Les mandats peuvent être donnés par tous moyens écrits et notamment par télécopie ou courrier électronique. En cas de contestation sur la validité du mandat conféré, la charge de la preuve incombe à celui qui se prévaut de l'irrégularité du mandat.

Le Président établit un procès-verbal des délibérations devant contenir toutes les mentions visées à l'article 24, lequel est signé du Président et de tous les associés présents.

(b) Décisions par consultation écrite

En cas de décision par voie de consultation écrite, le Président doit adresser à chacun des associés, par courrier recommandé ou par télécopie ou courrier électronique, un bulletin de vote, en deux exemplaires, portant les mentions suivantes :

- sa date d'envoi aux associés,
- la date limite à laquelle la société devra avoir reçu les bulletins de vote. A défaut d'indication de cette date, le délai maximal de réception des bulletins sera de dix jours à compter de la date d'expédition du bulletin de vote à l'associé,
- l'adresse à laquelle doivent être retournés les bulletins de vote. Ces bulletins de vote seront accompagnés des documents suivants :
 - copie des documents nécessaires à la prise de décision,
 - le texte des résolutions proposées avec, sous chaque résolution, l'indication des options de décision (adoption ou rejet),
 - procuration de vote.

Chaque associé devra compléter le bulletin de vote en cochant, pour chaque résolution, une case unique correspondant au sens de son vote. Si aucune ou plus d'une case sont cochées pour une même résolution, le vote sera réputé être un vote de rejet.

Chaque associé doit retourner, par tous moyens écrits et notamment par télécopie ou courrier électronique, un exemplaire de ce bulletin de vote dûment complété, daté et signé par tous moyens, à l'adresse indiquée, et à défaut, au siège social.

Le défaut de réponse d'un associé dans le délai susvisé vaut abstention totale de l'associé concerné et n'est pas pris en compte pour le calcul de la majorité.

Dans les dix jours ouvrés suivant réception du dernier bulletin de vote et au plus tard le dixième jour ouvré suivant la date limite fixée pour la réception des bulletins de vote, le Président établit, date et signe le procès-verbal des décisions lequel doit comporter toutes les mentions visées à l'article 24.

Les bulletins de vote, les preuves d'envoi de ces bulletins de vote et le procès-verbal des décisions sont conservés au siège social. L'ensemble de ces documents vaut procès-verbal de décision jusqu'à signature du registre des décisions dans les conditions visées à l'article 24.

(c) Délibérations par voie de téléconférences (téléphonique ou audiovisuelle)

Lorsque les délibérations sont prises par voie de téléconférence, le Président dans la journée de la délibération établit, date et signe le procès-verbal de la séance portant :

- l'identité des associés ayant voté, et le cas échéant, des associés qu'ils ont représentés ;
- celle des associés n'ayant pas participé aux délibérations ;
- ainsi que, sous chaque résolution, l'identité des associés avec le sens de leurs votes respectifs (adoption ou rejet).

Le président en adresse immédiatement (et au plus tard dix jours après le jour de la délibération) une copie par télécopie ou tout autre moyen à chacun des associés. Les associés votant en retournent une copie au président, le jour même, après signature, par télécopie ou tout autre moyen. En cas de

mandat, une preuve des mandats est également envoyée le jour même au président, par télécopie ou tout autre moyen.

Les preuves d'envoi du procès-verbal aux associés et les copies en retour signées des associés comme indiqué ci-dessus sont conservées au siège social. L'ensemble de ces documents vaut procès-verbal de délibération jusqu'à signature du registre des délibérations dans les conditions visées à l'article 24.

ARTICLE 24 - PROCES-VERBAUX ET FEUILLES DE PRESENCE

Les décisions collectives des associés, quel qu'en soit leur mode, sont constatées par des procès-verbaux établis sur un registre spécial, ou sur des feuilles mobiles numérotées. Ces feuilles ou ce registre sont tenus au siège de la société. Ils sont signés le jour même de la décision par le Président. Par dérogation aux dispositions de l'article 85 du décret sur les sociétés commerciales, tous les associés ayant participé aux décisions devront y apposer leur signature au plus tard dans les trois mois de la décision. Les procès-verbaux ainsi signés valent feuilles de présence.

Les procès-verbaux devront indiquer, les modalités de décision, la date de décision, l'identité des associés présents (votants), des associés représentés (votants par mandataires), des associés absents et non représentés (non votants) et de toute autre personne ayant pris part à tout ou partie des décisions ainsi que le texte des résolutions et sous chaque résolution le sens du vote des associés (adoption ou rejet).

Les copies ou extraits des procès-verbaux des décisions sont valablement certifiés par le Président ou un fondé de pouvoir habilité à cet effet. Après dissolution de la société, les copies ou extraits sont signés par le ou les liquidateurs.

TITRE V

COMPTES ANNUELS - AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

ARTICLE 25 - INVENTAIRE - COMPTES ANNUELS

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales conformément aux lois et usages du commerce.

A la clôture de chaque exercice, le Président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date. Il dresse également le bilan décrivant les éléments actifs et passifs, le compte de résultat récapitulant les produits et les charges de l'exercice ainsi que l'annexe complétant et commentant l'information donnée par le bilan et le compte de résultat.

Il établit le rapport de gestion sur la situation de la société pendant l'exercice écoulé.

Tous ces documents sont mis à la disposition des Commissaires aux comptes dans les conditions légales.

ARTICLE 26 - FIXATION, AFFECTATION ET REPARTITION DU RESULTAT

Le compte de résultat qui récapitule les produits et charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant des pertes antérieures, il est tout d'abord prélevé cinq pour cent pour constituer le fonds de réserve légale ; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ledit fonds atteint le dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et des sommes à porter en réserve en application de la loi ou des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

En outre, l'associé unique ou les associés peuvent, par décision collective intervenant selon conditions de quorum et de majorité prévues à l'article 23 des présents statuts décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont ils ont la disposition, en indiquant expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Hors le cas de réduction de capital, aucune distribution ne peut être faite à l'associé unique ou aux associés lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer.

Après approbation des comptes et constatation de l'existence de sommes distribuables, l'associé unique ou les associés déterminent, par décision collective, la part attribuée aux associés, à titre de dividende, proportionnellement au nombre d'actions appartenant à chacun d'eux.

Toutefois, après prélèvement des sommes portées en réserve, en application de la loi, l'associé unique ou les associés peuvent, par décision collective, décider l'affectation de tout ou partie du bénéfice distribuable au compte report à nouveau ou à tous comptes de réserves générales ou spéciales.

Les pertes, s'il en existe, sont imputées sur les bénéfices reportés des exercices antérieurs jusqu'à extinction, ou reportées à nouveau.

Il peut être distribué, sur décision du Président, des acomptes sur dividende avant l'approbation des comptes de l'exercice aux conditions fixées ou autorisées par la loi. Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice tel que défini par la loi (article L 232-12 du Code de commerce).

ARTICLE 27 - MISE EN PAIEMENT DES DIVIDENDES

I - Les modalités de mise en paiement des dividendes sont fixées par l'associé unique ou les associés délibérant collectivement dans les conditions de quorum et de majorité prévues à l'article 23 des présents statuts ou par le Président agissant sur délégation de l'associé unique ou des associés. Toutefois, la mise en paiement des dividendes doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de justice.

Aucune répétition de dividende ne peut être exigée de l'associé unique ou des associés sauf lorsque la distribution a été effectuée en violation des dispositions légales.

Les dividendes non réclamés dans les cinq ans de leur mise en paiement sont prescrits.

II - L'associé unique ou les associés délibérant collectivement dans les conditions de quorum et de majorité prévues à l'article 23 des présents statuts ont la faculté de décider pour tout ou partie du dividende mis en distribution ou des acomptes sur dividende, une option entre le paiement du dividende et des acomptes sur dividendes en numéraire ou en action émises par la société, ceci aux conditions fixées ou autorisées par la loi.

TITRE VI

PERTE DE LA MOITIE DU CAPITAL - DISSOLUTION - LIQUIDATION - CONTESTATIONS

ARTICLE 28 - PERTE DE LA MOITIE DU CAPITAL

Si du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Président est tenu, dans les quatre mois qui suivent l'approbation de comptes ayant fait apparaître ces pertes, de provoquer une décision de l'associé unique ou une décision collective des associés prise aux conditions de quorum et de majorité prévues à l'article 23 des présents statuts, à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes constatées si, dans ce délai, les capitaux propres ne sont pas redevenus au moins égal à la moitié du capital social.

Dans les deux cas, la décision de l'associé unique ou des associés délibérant collectivement est publiée dans les conditions réglementaires.

La réduction du capital à un montant inférieur au minimum légal ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital destinée à amener celui-ci au moins à ce montant minimum.

En cas d'inobservation des prescriptions de l'un ou plusieurs des alinéas qui précèdent, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société. Il en est de même si les associés n'ont pu délibérer valablement.

Toutefois, le Tribunal ne peut prononcer la dissolution, si au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

ARTICLE 29 - DISSOLUTION - LIQUIDATION

La société est dissoute à l'expiration du terme fixé par les statuts, sauf prorogation, ou par décision de l'associé unique ou des associés délibérant collectivement dans les conditions de quorum et de majorité prévues à l'article 23 des présents statuts.

Enfin, la dissolution de la société peut également être prononcée dans les conditions du droit commun applicables aux sociétés anonymes dans le cas où les capitaux propres de la société deviendraient inférieurs à la moitié du montant du capital social et à défaut de régularisation dans les délais prescrits par la loi.

La dissolution met fin aux fonctions de Président et des Directeurs Généraux.

Lorsque la société ne comprend qu'un seul associé, la dissolution décidée par celui-ci entraîne, dans les conditions prévues par la loi, la transmission universelle du patrimoine à l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation, sauf lorsque l'associé unique est une personne physique.

En cas de pluralité d'associés, la société est en liquidation, dès l'instant de sa dissolution, pour quelque cause que ce soit.

Les associés délibérant collectivement conservent les mêmes pouvoirs qu'au cours de la vie sociale.

La décision collective des associés qui prononce la dissolution règle le mode de liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs dont elle détermine les pouvoirs et qui exercent leurs fonctions conformément à la législation en vigueur.

La personnalité morale de la société subsiste pour les besoins de sa liquidation jusqu'à clôture de celle-ci, mais sa dénomination devra être suivie de la mention "société en liquidation" ainsi que du ou des noms des liquidateurs sur tous les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers.

Les actions demeurent négociables jusqu'à clôture de la liquidation.

Le produit net de la liquidation après remboursement aux associés du montant nominal et non amorti de leurs actions est réparti entre les associés en proportion de leur participation dans le capital social.

ARTICLE 30 - CONTESTATIONS

Toutes contestations qui peuvent s'élever au cours de la vie sociale ou au cours de la liquidation de la société, soit entre l'associé et la société, soit entre les associés eux-mêmes, au sujet des affaires sociales, sont jugées conformément à la loi par le tribunal compétent dont relève le siège social.

Conciliation

En vue d'assurer la pérennité de la Société et dans son propre intérêt, les associés ont décidé de prévoir d'ores et déjà par la présente clause, les modalités propres à prévenir, si possible, et en tout état de cause, à résoudre un éventuel conflit grave pouvant survenir entre eux et susceptible de porter atteinte à l'intérêt social.

La présente clause vise donc à organiser un processus de conciliation qui devient un élément déterminant des présents statuts.

C'est pourquoi, en cas de désaccord persistant entraînant l'impossibilité d'adopter une décision collective, les associés feront intervenir un Conciliateur désigné d'un commun accord entre les parties.

Le Conciliateur doit rendre, dans le délai d'un mois à compter de sa nomination, un avis qui est soumis à la ratification d'une décision des associés.

Les honoraires du Conciliateur sont à la charge de la Société, étant précisé cependant que si le Conciliateur a été amené à considérer qu'un des associés était de mauvaise foi, il aurait alors à le notifier à la Société qui pourrait demander à cet Associé de lui rembourser les honoraires déjà versés, ce que les associés reconnaissent et acceptent expressément et irrévocablement.

* * * * *

FIN DES STATUTS

*Statuts antérieurs
enforce
le président*

